

L'expérience italienne

Emmanuel Maurel

Paru dans Parti pris, mars 2009

Deux mois après une sévère défaite dans les Abruzzes, le tout nouveau « Parti Démocrate » italien a subi une nouvelle déculottée à l'occasion des élections régionales en Sardaigne. Battu aux législatives d'avril 2008 par la coalition emmenée par Berlusconi, le parti de Walter Veltroni comptait sur les consultations locales, dans un contexte de crise, pour se refaire une santé. C'est raté. L'ancien maire de Rome en a tiré les conséquences, en démissionnant illico.

Cet échec de la gauche transalpine s'inscrit, à l'évidence, dans un processus plus général, celui de la crise de la social-démocratie européenne. Dans la quasi-totalité des pays de l'Union, la « famille progressiste » subit de sérieux revers, même quand elle se maintient au pouvoir, à la faveur d'alliances contre-nature (voir le SPD allemand, allié à la CDU !). Situation ô combien paradoxale au moment où le contexte économique valide les analyses critiques du système traditionnellement portées par la gauche.

Reste que le cas italien peut utilement nous instruire. Car il met en lumière une première difficulté : celle d'affronter une droite bien plus « décomplexée » que celle que prétend incarner par exemple un Nicolas Sarkozy. Le berlusconisme ne s'embarrasse d'aucune précaution de langage, flirtant continuellement avec la provocation réactionnaire, voire carrément fasciste. Mais « Sua Emittenza », qui s'appuie sur la ligue du Nord et les extrémistes de l'Alliance Nationale, ne se contente pas de parler. Politiques libérales, mise à mal des contre-pouvoirs, sur fond de vidéocratie, d'autoritarisme et d'ultra-personnalisation du pouvoir : en Italie, la droite n'avance pas masquée.

Or, face à Berlusconi, la gauche est comme tétanisée. Deux fois défaits par l'homme d'affaires (en 1994 et en 2001), les amis de Prodi et de Veltroni sont persuadés que « l'opposition frontale » est électoralement contre productive et que le succès durable du berlusconisme tient à la « droitisation » de la société italienne. De cette conviction découlent des choix idéologiques (le progressisme light) et stratégiques (la confrontation feutrée). Et la création du parti démocrate, il ya deux ans, a obéi finalement aux mêmes présupposés que la défunte « troisième voie » de Blair ou le déjà oublié « nouveau centre » de Schröder : la gauche n'avait désormais d'avenir qu'au centre droit.

Veltroni a ainsi mené une campagne terne et le plus souvent défensive, sauf dans la dernière ligne droite où il s'est converti brusquement à l'anti-berlusconisme. Fidèle à sa stratégie, il a obstinément refusé de prononcer le mot « gauche ». Un peu à la manière d'un D'Alema il y a quelques années, qui désespéra tellement Nani Moretti que celui-ci y consacra une scène entière d'un de ces films (« mais dis quelque chose de gauche, Massimo, juste un truc de gauche ! »). Le résultat est connu : Veltroni, doté d'une programme « moderniste » et sans aspérité, fut battu par Berlusconi autoproclamé héraut du « centre droit ».

A première vue, cet échec ne surprend pas. La conversion rapide des anciens communistes en « démocrates » à l'américaine, sans même passer par la case « sociaux démocrates », ne pouvait que déconcerter l'électorat de gauche traditionnel. Même quand l'adversaire se nomme Berlusconi, le discours tiédasse et « attrape tout » des néo centristes se révèle inefficace.

Le problème, c'est que la déconfiture des tièdes ne conduit pas forcément à la victoire des « authentiques » ou des radicaux. La coalition arc en ciel, composée des communistes, des socialistes dissidents et des Verts, a été écrasée en avril dernier (moins de 4% des voix). En dépit d'un mode de scrutin proportionnel, elle a perdu tous ses parlementaires. En gros, quand le principal parti de gauche vire à droite, il contribue à la droitisation de la société (au nom de laquelle pourtant il se recentre !) plus qu'il ne permet l'émergence d'une alternative à gauche.

Ce résultat est d'autant plus navrant que la gauche italienne n'a pas manqué, ces dernières années, de procéder à des innovations intéressantes d'un point de vue organisationnel. La tenue de primaires ouvertes aux sympathisants (en 2005 puis en 2007) a séduit bien des observateurs engagés, à commencer par nous. Près de 4,5 millions d'électeurs italiens avaient, en 2005, choisi Romano Prodi comme leader de la coalition de l'Unione. Cette procédure originale avait rendu possible l'unification des forces de gauche et enclenché une dynamique électorale conduisant à la victoire (sur le fil) contre Berlusconi en 2006. De la même manière, en 2007, près de 3,5 millions de sympathisants ont sélectionné Veltroni. On peut toujours contester le bien fondé de ce mode de désignation (qui s'apparente davantage à une procédure de légitimation d'un candidat déjà pré-sélectionné par les sondages et sans concurrent sérieux) : il n'empêche qu'il permet l'expression d'une « jubilation participative » (Manlio Cinalli) tout aussi respectable que la désignation simple, « à la française » par des adhérents d'un parti aussi perméables aux enquêtes d'opinion que les sympathisants du « peuple de gauche ».

En réalité, on le voit, le principal écueil de cette primaire à l'italienne est de privilégier le choix d'une personnalité sans poser, au préalable, la question du contenu idéologique du projet ayant pour vocation de servir de base commune à la gauche unie derrière un candidat.

Parmi les leçons à tirer de l'expérience italienne, celle-ci n'est pas la moins importante